

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRAITEMENT DE SURFACE CLERMONTOIS

22, rue des Sauzes
63170 Aubière

Références : 20260303-RAP-63-0140-Insp26012026-TSC
Code AIOT : 0016300113

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement TRAITEMENT DE SURFACE CLERMONTOIS implanté 22, rue des Sauzes 63170 Aubière. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- Suites données à la précédente inspection
- Mise en sécurité de la partie Sud du bâtiment incendié en 2017 + arrêté préfectoral de mise en demeure n°20241386 du 14 août 2024
- Risque incendie

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAITEMENT DE SURFACE CLERMONTOIS
- 22, rue des Sauzes 63170 Aubière
- Code AIOT : 0016300113
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis juillet 2017, la société TSC a repris l'entreprise REC, victime d'un incendie le 20 janvier 2017. L'activité principale de l'entreprise est le traitement de surface de pièces métalliques à façon. L'arrêté préfectoral du 18/09/2014 a été modifié par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2023, lequel a notamment revu les exigences sur la surveillance des rejets aqueux suite aux campagnes de recherches de substances dangereuses dans l'eau.

Les activités sont concentrées sur la partie saine du bâtiment dans l'attente de la réhabilitation de la partie sud qui a brûlé. L'exploitant indique que cette réhabilitation est notamment suspendue à la prise en charge par les assurances suite au sinistre, dont la procédure de dédommagement est toujours en cours.

La société TSC bénéficie d'un plan de redressement depuis le 28 novembre 2019 sur 8 ans. Le bon niveau d'activité actuel lui permet de rembourser les échéances de son plan.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a confirmé sa volonté de se conformer à la réglementation mais que la situation liée à la mise en sécurité et la rénovation du bâtiment traine toujours du fait des litiges opposant la société civile immobilière Les Rosiers et la société SOLIDIMMO SAS.

L'exploitant a rappelé à plusieurs reprises par courrier recommandé au propriétaire du bâtiment (société SOLIDIMMO SAS) ses obligations de mise en sécurité et remise en état du bâtiment. Le propriétaire a refusé les courriers.

La conjoncture économique de 2025 a été moins porteuse pour l'établissement mais l'année 2026 s'annonce avec de bonnes perspectives.

Concernant le courrier du 31 janvier 2025 adressé par l'avocate de l'exploitant et réceptionné le 4 février 2025 par le bureau de l'environnement de la préfecture du Puy-de-Dôme, l'inspection des installations classées ne peut donner une suite favorable à la demande de mise en demeure de la société SOLIDIMMO d'effectuer les travaux de maçonnerie et de toiture de la partie sud du bâtiment loué à la société TSC. En effet, l'objectif de la mise en demeure du 14 août 2024 est d'aboutir à la mise en sécurité de cette partie sud du bâtiment dont la responsabilité incombe à l'exploitant TSC du fait de ses activités classées ICPE. A l'issue de cette visite, compte tenu des opérations engagées (évacuations de déchets, pompage des rétentions) et justifiées, il n'est pas proposé de sanction administrative pour l'instant, même si la mise en sécurité n'est pas achevée. Celle-ci doit se poursuivre et l'inspection examinera la situation lors d'un prochain contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
2	Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	10 mois
4	Mise en sécurité de la partie Sud du bâtiment incendié en 2017	AP Complémentaire du 17/05/2017, article 12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	10 mois
5	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 21/11/2008, article 7.3.5.3	/	Demande d'action corrective	6 mois
7	Surveillance des déchets	AP Complémentaire du 18/09/2014, article 9.2.3	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Zones à atmosphère explosible	AP Complémentaire du 21/11/2008, article 7.3.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées attend en priorité :

- la transmission des copies de BSD justifiant l'enlèvement des déchets de la zone incendiée,
- de procéder à l'évacuation d'un maximum de déchets et de communiquer les BSD associés,
- la mise en œuvre des mesures de prévention du risque incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 17/12/2024
Prescription contrôlée : <p>Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.</p>
Constats : <p>Le rapport Q18 relatif aux installations électriques et réalisé par la société SOCOTEC les 27 et 28 janvier 2025 a été présenté en séance (le rapport Q19 avait déjà été transmis à l'inspection des installations classées). Il met en évidence 39 observations.</p> <p>L'exploitant doit transmettre ce rapport Q18 à l'inspection des installations classées et fournir un état d'avancement des actions menées pour lever les observations sur les installations électriques.</p> <p>L'exploitant a indiqué que des travaux électriques sont prévus d'ici l'été 2026, notamment sur le transformateur. Le prochain contrôle des installations électriques sera programmé après les travaux, à partir de septembre 2026.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre <u>sous 1 mois</u> le rapport Q18 de l'année 2025 à l'inspection des installations classées et fournir un état d'avancement des actions menées pour lever les observations sur les installations électriques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 17/12/2024
Prescription contrôlée : <p>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Article 7.5.3 de l'AP :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">- un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou poteaux d'incendie ;- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles, ainsi qu'à l'extérieur des locaux, à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;- un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage,- un système interne d'alerte d'incendie,- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>+ Article 10 de l'AMPG du 30/06/2006</p>
Constats : <p><u>Bacs de neutralisant :</u></p> <p>L'inspection a vérifié la présence de 2 bacs d'absorbants situés au niveau de l'étage (entrée du stockage produits chimiques) et au rez-de-chaussée (atelier de production), ainsi qu'un bac de sable situé à l'extérieur (à proximité de la zone grillagée de produits chimiques).</p> <p>CONFORME</p> <p><u>Détection incendie :</u></p> <p>L'exploitant a fait réaliser un devis pour l'installation d'un système de détection dont le montant est d'environ 30 000 euros. Cette proposition de système pose une problématique à l'exploitant car il s'agit de matériel électronique sensible aux infiltrations d'eau (bâtiment non protégé à ce jour) et qu'il ne peut être envisagé de le démonter pour le réinstaller sur la nouvelle ligne une fois le bâtiment rénové. L'établissement devra investir à terme sur deux systèmes, soit une facture de 60 000 euros au total. A ce jour, l'entreprise réussit à rembourser sa dette et ces investissements ne sont pas viables pour l'établissement. L'exploitant s'engage à mettre en place la détection sur la nouvelle ligne une fois le bâtiment reconstruit.</p> <p>NON CONFORME</p>

<p><u>Plan des risques :</u> L'exploitant doit transmettre le plan à jour des risques qui comprend l'identification des risques liés aux activités ainsi que les moyens de prévention en place. NON CONFORME</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous <u>2 mois</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - proposer à l'inspection des installations classées des mesures techniques ou de prévention à mettre en place pour limiter le risque incendie afin d'améliorer le système interne d'alerte, dans l'attente de l'installation du système de détection sur la nouvelle ligne de production après rénovation du bâtiment ; - mettre à jour son plan des locaux figurant l'ensemble des risques liés aux activités ainsi que les moyens de prévention et de détection disponibles sur le site.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>+ article 7.5.7.1 de l'AP : L'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, ou toxiques est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé, en l'absence d'éléments justificatifs, à une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-</p>

<p>dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>L'exploitant fera parvenir à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté une étude montrant les dispositions à mettre en œuvre pour réaliser ce confinement ou pour définir les dispositions alternatives réglementairement acceptables et précisant l'échéancier de réalisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence de la rétention au niveau des lignes de production. Il s'agit d'une réhausse de 50 cm entièrement résinée (travaux réalisés en mars et avril 2025). Pour finaliser cette rétention des eaux d'extinction, l'exploitant prévoit courant 2026 la réalisation des travaux hors zone de production avec l'achèvement de la réhausse, la mise en place de la résine et d'un batardeau amovible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit finaliser la partie rétention hors zone de production pour la fin d'année 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 10 mois</p>

N° 4 : Mise en sécurité de la partie Sud du bâtiment incendié en 2017

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2017, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès à la partie sud du bâtiment incendié et de son sous-sol est strictement limité aux activités de maintenance sur les équipements présents dans ces lieux (station de traitement des effluents, systèmes d'aspiration, chauffage). Une signalétique adaptée signale les risques liés à l'état du bâtiment, jusqu'à sa complète mise en sécurité.</p> <p>L'exploitant doit finaliser la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. Pour cela, il transmettra son plan d'actions dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. La mise en sécurité comprend a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la dépose et l'évacuation des équipements : anciens bacs de traitement, fûts plastiques, poutres métalliques, caillebotis,

- la dépose des réseaux : tuyauteries, plomberie, câbles et armoires électriques, gaines d'aspiration,
- l'évacuation des déchets de structure (gravats, ferrailles) qui sont tombés sur le sol,
- la sécurisation de la structure (murs, ossature) et de la toiture afin d'éviter des chutes de matériaux,
- la sécurisation des éventuelles fosses,
- le nettoyage des sols.

L'exploitant informera l'inspection de l'avancement de ces opérations.

Constats :

Pour rappel, plusieurs procédures sont toujours en cours opposant la société civile immobilière LES ROSIERS et la société SOLIDIMMO SAS.

L'exploitant a rappelé à plusieurs reprises par courrier recommandé au propriétaire du bâtiment (société SOLIDIMMO SAS) ses obligations de mise en sécurité et remise en état du bâtiment. Le propriétaire a refusé les courriers.

Depuis la dernière inspection du 6 juin 2024, l'exploitant a procédé à l'évacuation d'une partie de la ferraille et des déchets dangereux de la zone incendiée (cf. photographies en pièces jointes). La ferraille a été reprise et valorisée par l'entreprise HIRSCH. Les déchets dangereux ont été évacués par CHIMIREC avec une saisie sur Trackdéchets.

Parmi les déchets dangereux évacués en 2025, il a présenté en séance le BSD d'évacuation du 24 mars 2025 :

- 1 tonne de bois souillés
- 200 kg d'emballages vides souillés
- 300 kg de produits chimiques
- 150 kg de déchets peinture et huile
- 700 kg en GRV métalliques et 460 kg en fûts de boues hydroxydes.

L'exploitant a indiqué procéder de manière régulière à la vidange des cuves qui se remplissent d'eaux de pluie et à leur traitement dans la station d'épuration interne.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il réalise ce qu'il était en mesure de faire pour la mise en sécurité mais que la rénovation du bâtiment était toujours en litige. L'exploitant a précisé qu'il disposait de moyens et fonds pour mettre en sécurité le bâtiment mais seulement une fois que la procédure judiciaire sera terminée.

Pour continuer la mise en sécurité du site, l'exploitant a proposé à l'inspection des installations classées d'évacuer les cuves métalliques inox / acier et de pomper régulièrement les eaux piégées dans les rétentions pour les traiter dans la station d'épuration interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées constate une évolution significative entre juin 2024 et janvier 2026 sur l'enlèvement de déchets par l'exploitant et la mise en sécurité du site, même si cette dernière n'est pas achevée. L'inspection demande la transmission des copies de BSD justifiant l'enlèvement des déchets sous 1 mois.

Compte tenu de la situation, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à l'évacuation d'un maximum de déchets et de communiquer les BSD associés. L'avancement de la mise en sécurité sera examinée lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 10 mois

N° 5 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/11/2008, article 7.3.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
Prescription contrôlée : ... Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3. ...
Constats : L'exploitant a indiqué ne réaliser aucun contrôle d'équipements de protection contre la foudre et ne pas savoir si son établissement était équipé de ce type de protection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir <u>sous 6 mois</u> à l'inspection des installations classées l'Analyse du Risque Foudre (ARF) et son Etude Technique (ET). Si des équipements s'avèrent nécessaires, l'exploitant devra les installer et transmettre le rapport de vérification complète réalisé par un organisme compétent (distinct de l'installateur) au plus tard 6 mois après leur installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Zones à atmosphère explosible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/11/2008, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à atmosphère explosible
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les lignes de traitement de surface sont à base aqueuse et qu'elles n'utilisent aucun solvant organique. Aucun risque ATEX n'est identifié sur le process de traitement de surface.</p> <p>La seule installation présentant un risque ATEX est liée au stockage de bouteilles de gaz pour le fonctionnement du chariot Fenwick. L'exploitant a précisé qu'aucun matériel électrique ou mécanique n'est présent en zone ATEX.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Surveillance des déchets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/09/2014, article 9.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour le registre chronologique demandé par l'Arrêté du 29/02/12 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement, sous forme de document papier ou informatique, où sont consignés tous les déchets sortants. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans ; il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Un récapitulatif pourra être demandé par l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu extraire son registre déchets de l'année 2025 lors de la visite d'inspection (il travaille avec l'outil Trackdéchets).</p> <p>Parmi les déchets évacués en 2025, il a présenté en séance les BSD d'évacuation du 24 mars 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 tonne de bois souillés - 200 kg d'emballages vides souillés - 300 kg de déchets produits - 150 kg de déchets peintures et huiles - 700 kg en GRV métalliques et 460 kg en fûts de boues hydroxydes.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre <u>sous 2 mois</u> à l'inspection des installations classées une copie du registre déchets de l'année 2025 (comportant les déchets dangereux et non dangereux).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°4 : Mise en sécurité de la partie Sud du bâtiment incendié en 2017



20240606_171741
Juin 2024



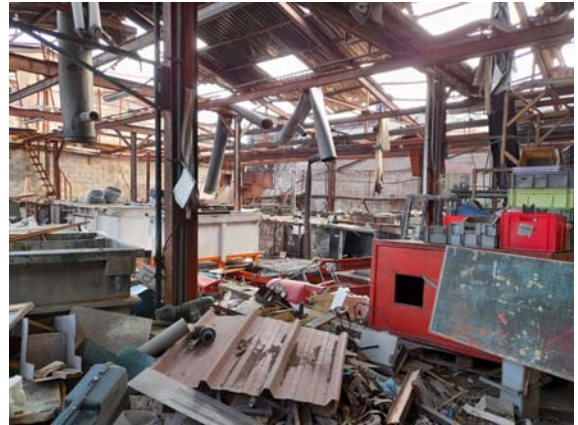
20240606_172005
Juin 2024



20260126_143752
Janvier 2026



20240606_172009
Juin 2024



20240606_171745
Juin 2024



20260126_144257
Janvier 2026



20260126_143801
Janvier 2026